

[Text]

These are things that farmers are now deciding. Some of them in Senator Olson's area, which is in the heart of the drought, will make those decisions earlier than others. I am sure that at the moment some of them have already made those decisions. Those decisions should be made by farmers themselves. If the decision of a farmer today is to move his cattle, and if we do go into phase two, certainly there will be retroactivity. There will be an acknowledgement that the individual would be eligible for compensation for either movement of cattle out or feed in. It will have to have some retroactivity to it.

Senator Phillips: Part of the function of this committee is to make recommendations to the Senate. This is not the first drought situation in western Canada. There have been previous programs to assist farmers due to drought.

I would like to ask the minister which programs, in the opinion of the department, have been most successful in the past? I ask that specifically, bearing in mind that this committee will be making recommendations.

Mr. Wise: Before I go on to answer your question, Senator Phillips, I have been reminded by Mr. Bailey that the provinces already have a hay and pasture listing service. That is a sort of "hot-line", matching supplies with need.

Senator Phillips, the best way for me to answer your question would be to take these factors into consideration and then develop it into a per head payment on the livestock aspect. Taking the crop aspects of it into consideration, the bottom line there would be a per acreage payment. So it would be a per head payment and a per acre payment.

Senator Phillips: I am thinking of the problem of transporting water. Someone may have to transport it five miles, and others may have to transport it 25 miles. Perhaps the minister could explain why he prefers a per head payment as opposed to a lumpsum payment?

Mr. Wise: When I thought of the per head payment, I really had not thought of the movement of water.

Senator Phillips: Water or feed.

Mr. Wise: It would have to be taken into consideration. Again, we will rely on the information and recommendations that we have from our working committees. At some point it becomes uneconomical and infeasible. So you would have to give the greatest benefit of doubt to the producer, because in his or her particular location that may be his or her only option. I suppose some limits would have to be put on it. You try to bend over backwards to go to the extent—whether or not you want to call it extreme—and it could be cost-shared or up to a certain financial limit.

[Traduction]

bien, avant la fin de la saison, récolter effectivement une demi-culture décente de foin.

Voilà le genre de choses que les agriculteurs examinent à l'heure actuelle. Quelques-uns d'entre eux qui se trouvent dans la région du sénateur Olson, qui est au cœur de la sécheresse, prendront leurs décisions avant les autres. Je suis certain qu'au moment où nous nous parlons, quelques-uns d'entre eux ont déjà pris ce genre de décision. Ces décisions doivent être prises par les agriculteurs eux-mêmes. Si un agriculteur décide aujourd'hui de déplacer son bétail et si nous mettons effectivement en œuvre la phase II, il ne fait aucun doute que la mesure sera rétroactive. On reconnaîtra que l'agriculteur est admissible à un dédommagement pour avoir déplacé son bétail ou pour avoir commandé des aliments pour celui-ci. Il faudra que les mesures de la phase II comportent un caractère rétroactif.

Le sénateur Phillips: L'une des fonctions de notre comité est de présenter des recommandations au Sénat. Ce n'est pas la première fois qu'il y a une sécheresse dans l'ouest du Canada. Il y a déjà eu des programmes d'aide aux agriculteurs à cause de la sécheresse.

J'aimerais que le ministre m'indique les programmes qui, à son avis, ont le mieux fonctionné dans son ministère à cet égard. Je pose cette question en sachant pertinemment que notre comité présentera des recommandations.

M. Wise: Avant de répondre à votre question, sénateur Phillips, M. Bailey vient de me rappeler que les provinces offrent déjà un service d'inscription pour le pâturage et le foin. Il s'agit en quelque sorte d'une ligne d'urgence dont le but est de mettre en rapprochement les approvisionnements et les besoins.

La meilleure façon de répondre à votre question, sénateur Phillips, consisterait à examiner ce facteur pour ensuite calculer un paiement par tête de bétail. Si l'on tient compte des cultures, il faudrait alors verser un paiement à l'acre. Il y aurait donc un paiement par tête et un paiement par tête et un paiement à l'acre.

Le sénateur Phillips: Je pense aux problèmes du transport de l'eau. Il pourrait être nécessaire de la transporter sur une distance de cinq milles dans un cas et de 25 milles dans un autre. Le ministre pourrait-il me dire pourquoi il préfère un paiement par tête plutôt qu'une somme forfaitaire?

M. Wise: Lorsque je parlais du paiement par tête, je n'avais réellement pas tenu compte du transport de l'eau.

Le sénateur Phillips: De l'eau ou des aliments pour animaux.

M. Wise: Il faudrait examiner la chose. Ici encore, nous tiendrons compte des renseignements et des recommandations de nos comités de travail. À un certain point, cela devient non rentable et impossible à faire. Il faudrait donc donner le bénéfice du doute aux producteurs, car cela pourrait être la seule option qui s'offre à eux là où ils se trouvent. Je suppose qu'il faudrait imposer certaines limites. On essaie d'aider le plus possible les gens, peu importe qu'on appelle cela une situation extrême ou non, mais il serait possible de faire partager les